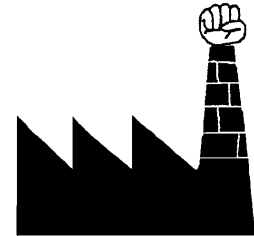


A CONTRE COURANT

syndical et politique

En mémoire de René SCHULBAUM (1914 - 1988)



Convergence anticapitaliste

Pôle, regroupement, réseau, fédération... Appel de Ramulaud, appel de Mille Bâbords, appel pour une nouvelle gauche... Les initiatives de ce type se multiplient. C'est que l'échec de la revendication directe du mouvement social de mai-juin 2003, en dépit de sa puissance et de sa profondeur, a mis en lumière plus nettement une double nécessité : celle d'une union plus serrée et d'une meilleure coordination des forces engagées dans la lutte; celle d'une affirmation nette et sans équivoque des bases sur lesquelles s'opère la mobilisation. C'est à ces 2 conditions que se renforcera la détermination et que s'élargira la base du mouvement social; c'est la réalisation de ces 2 conditions qui contribuera à rendre potentiellement victorieuses les prochaines luttes sociales qui ne manqueront pas d'être engagées contre la politique gouvernementale et patronale.

La faiblesse du mouvement social aura en effet été triple. **Programmatique:** refusant d'engager le combat sur des positions de classe - Travail contre Capital - les centrales syndicales - au premier rang desquelles la CGT - ne combattaient pas le principe d'une réforme de régression sociale mais les modalités de cette régression, d'où le refus de la revendication claire "37,5 pour tous"! **Pratique:** les modes d'action les plus combatifs (contre les bâtiments du Medef ou de la CFDT, barrages à l'entrée des villes, blocage des dépôts...) et les plus imaginatifs (occupation de locaux, dispositifs d'auto-gestion dans certains écoles et collèges...) n'ont pas su se généraliser. **Organisationnelle:** une organisation et une coordination du mouvement (AG, comités de grève, comité nationale) ne sont pas parvenues à s'imposer face aux syndicats pour lui donner une orientation autonome.

C'est pour répondre au moins en partie à cette double nécessité et remédier à cette triple faiblesse que de nombreux militants ou groupes de base ressentent l'urgence d'une convergence des forces anticapitalistes. L'affichage du caractère non négociable de l'anticapitalisme; le refus de ce monde qui marche sur la tête, destructeur et assassins; le rejet de sa morale dominante et de ses valeurs; l'affirmation que l'histoire continue et que le capitalisme n'est pas la forme achevée de tout rapport social; qu'un autre monde est possible, que c'est à nous de le penser et de le créer; voilà quelques unes des bases communes sur lesquelles pourraient être initiée une première convergence de ces forces. Cette convergence contribuerait à la définition des axes programmatiques d'un mouvement anticapitaliste; elle permettrait aussi de renforcer, notamment au moment des luttes, l'efficacité de l'action. Ce sont là, pour de nombreux militants et groupes de base, quelques unes des tâches majeures qui nous attendent dans les mois à venir.

Le thème de l'édito que vous avez sous les yeux est issu du week-end de réflexion des 5 et 6 juillet 2003 où ACC a convié des militants à plancher sur la situation sociale et politique (compte rendu dans le prochain n°).

Dédé, présent, a saisi des moments cruciaux du débat :

Les voies insondables de l'anticapitalisme au XXI^{ème} siècle

JE ME DÉFINIRAIS COMME UN FOSSILE COMPLÈTEMENT MARTEAU.



Pierre Wendling, un militant ouvrier exemplaire

Notre mobilisation par le récent mouvement de grèves contre la loi Fillon ne nous a pas encore permis de rendre un ultime hommage à notre camarade et ami Pierre Wendling, qui nous a quitté le 25 mai dernier. Pierre l'aurait d'ailleurs très bien compris et accepté, lui dont toute la vie a été consacrée à la lutte pour l'émancipation des travailleurs.

Il est difficile de dire de manière à la fois brève et sobre tout ce qu'ACC doit à Pierre. Au sens propre du terme, ACC n'aurait jamais existé sans Pierre. Non seulement parce que pendant plus de quinze ans, c'est lui qui, mois après mois, a assuré le tirage de notre bulletin. Mais encore et surtout parce que c'est lui qui est à l'origine même du groupe qui allait donner naissance à ce bulletin.

Né en 1936 dans une famille ouvrière de la vallée de Thann, Pierre a été de cette génération de militants ouvriers qui s'est formée dans les années 1950, à la dure école d'un travail salarié qui débutait alors encore à quatorze ans. Très tôt syndiqué dans les rangs de la CFTC, il prend une part très active, à l'intérieur de l'Union Régionale d'Alsace, au débat et au combat politiques qui vont conduire à la déconfessionnalisation de la majorité de celle-ci en 1964, en donnant naissance à la CFDT; et il lui aura fallu beaucoup de détermination pour convaincre les militants autour de lui, y compris un certain Jean Kaspar...

Simultanément, la guerre d'Algérie l'éveille au combat politique et lui laissera une sensibilité tiers-mondiste; ce qui lui vaut de rejoindre les rangs du PSU lors de sa formation (1960), dans les rangs desquels il fera la connaissance d'un autre de nos «pères fondateurs», René Schulbaum. Mais c'est essentiellement à l'activité syndicale, dans les rangs de la CFDT, qu'il va consacrer son énergie de militant.

Tout au long des années 1960, à l'intérieur de la CFDT, il est de ceux qui, dans un contexte social où l'hégémonie stalinienne est encore puissante, découvrent et construisent alors la perspective d'un socialisme autogestionnaire, dont la vague de luttes ouvrières des années 1967-1973 est pour lui, comme pour tant d'autres, la préfiguration en même temps que la promesse. Il lui aurait alors été facile de faire carrière dans l'appareil syndical, d'autant plus qu'il avait eu

l'occasion de fréquenter des très près ceux (Eugène Descamps, Edmond Maire, et bien sûr Jean Kaspar) qui allaient le diriger. Mais il a toujours voulu n'être qu'un militant de base, travaillant essentiellement à l'animation de l'Union Locale CFDT de Thann.

C'est aussi ce qui va l'amener très tôt à mettre ses camarades en garde contre la dérive droitière de la CFDT qu'il perçoit, et dont le rapport Moreau (1979) est le signal. Dérive qui se confirmera rapidement dans les années suivantes, encore accentuée par le renoncement de la gauche gouvernementale après 1982 et son ralliement, d'abord honteux puis cynique, au néo-libéralisme. L'Union Locale de Thann entrera alors en dissidence par rapport à la confédération, servant de point régional de ralliement à tous ceux qui, à l'intérieur de la CFDT, tentèrent de s'opposer à sa dérive droitière. De cette tentative est né en 1984-1985 *Renouveau Syndical*, l'ancêtre immédiat d'*Contre Courant*. Le premier donnera naissance au second, lorsqu'il sera devenu évident que le combat sur le plan syndical avait été perdu, et qu'il convenait de l'élargir au terrain politique et idéologique. Non sans qu'entre-temps le groupe initial n'ait été grossi par sa fusion avec le Groupe Lorraine-Champagne de la Gauche Autogestionnaire, animée par René Schulbaum.

On sait ce que la CFDT est devenue depuis lors: la confédération syndicale la plus à droite que compte aujourd'hui la France. De cette trahison, qui l'a profondément blessé et désespéré, Pierre ne s'est en fait jamais remis. L'amertume et le ressentiment qu'elle a nourris en lui l'ont, par la suite, quelquefois conduit à être plus que sévère dans certains de ses jugements sur ses camarades (y compris envers l'équipe d'ACC, d'ailleurs): celui qui a connu pareille trahison ne peut pas ne pas devenir plus méfiant, même à l'égard des fidèles.

Pierre était jardinier de formation; le

jardinage faisait partie de ses occupations favorites. Que les hasards et les nécessités du travail salarié en aient fait un ouvrier de l'industrie chimique faisaient partie de son originalité. Cela ne l'a pas empêché, bien au contraire, de participer fortement à des luttes contre l'implantation de certaines usines polluantes et la centrale nucléaire de Fessenheim. Sa sensibilité écologiste n'était qu'un aspect d'un combat anticapitaliste mené sur de multiples fronts: soutenant les comités de soldats, initiant réflexion et actions contre le chômage dès le milieu des années 70, luttant contre l'extrême-droite, pour le droit au logement, il fut aussi, en 1977, un partisan déterminé de l'occupation et de l'appropriation par les travailleurs de la collection Schlumpf de voitures anciennes (baptisé un temps "Musée des travailleurs" pour devenir ensuite "Musée national de l'automobile") face à un Kaspar encore une fois hésitant. Pour Pierre, la défense de la liberté d'expression prenait aussi une forme concrète: toujours disponible, il n'a pas seulement effectué le tirage d'ACC, il a aussi accepté d'imprimer des millions et des millions de pages porteuses d'idées différentes; il a participé aux débuts de la première radio libre, déplaçant son émetteur afin d'échapper aux autorités... Il a été à l'origine ou a contribué à tant d'initiatives que nous ne saurions les citer toutes. Il est probable que d'autres que nous en parleront, tant sont nombreux les militants et les groupes avec lesquels il a fait un bout de chemin, dans l'action ou dans la réflexion.

Car Pierre était aussi d'une grande curiosité intellectuelle, qui lui avait fait découvrir notamment le courant du socialisme distributiste fondé par Jacques Duboin dans les années 1930, dont il a de nombreuses fois défendu et illustré les thèses.

Pierre nous a appris la valeur inestimable de la fidélité à soi, aux siens et à ses idées et idéaux. Nous nous efforçons à notre tour de rester fidèles à cet enseignement.

Le mouvement de mai-juin dernier aurait peut-être pris une autre tournure si ses acteurs avaient été majoritairement convaincus que les dirigeants politiques ne sont plus que des exécutants des choix dictés par le Capital à travers ses organes internationaux (FMI, Banque Mondiale, OMC...) comme le montrent les extraits de l'analyse que nous publions ci-dessous, émanant d'Avanti!, courant de la LCR pour un parti anticapitaliste de masse. (<http://avanti-lcr.org>)

Les travailleurs brésiliens en lutte pour leurs retraites

Comme en France et en Autriche, le gouvernement Lula a engagé une réforme des retraites contre le monde du travail. Si en France, nous nous attendions à un projet rétrograde de la part du gouvernement Raffarin-Fillon, la situation est différente au Brésil où les salariés sont conduits à s'affronter à un gouvernement qu'ils viennent de porter au pouvoir et dont ils croyaient, dans leur grande majorité, qu'il serait leur. Pour d'autres, du fait de sa composition originelle (de la gauche du PT jusqu'au parti libéral), le gouvernement Lula apparaissait comme un compromis entre le capital et le travail. Quelques mois ont suffi pour nous confirmer que ce compromis est impossible. Entre le capital et le travail, il faut choisir. Le gouvernement Lula a fait son choix.

La politique économique libérale de Lula

Bush a déclaré être «très impressionné par la vision montrée par le président du Brésil». Le gouvernement Lula applique en effet une politique économique libérale reposant sur deux handicaps infranchissables, l'acceptation de la dette couplée avec le maintien de taux d'intérêt très élevés afin d'obtenir la confiance des investisseurs. Le respect des diktats de la finance internationale entraîne le paiement d'énormes intérêts sur la dette et freine l'activité économique. Pour l'année 2003, les intérêts de la dette représentent 36 milliards d'euros. Obligé d'équilibrer son budget afin de répondre à l'attente des marchés financiers (comme pour les gouvernements européens avec les critères de Maastricht) et du FMI, le gouvernement Lula trouve de l'argent dans les poches des travailleurs en réduisant de manière drastique tous les budget sociaux, sans épargner celui de la réforme agraire⁽¹⁾, ou en bloquant les salaires des fonctionnaires, ce qui a provoqué les 17 et 18 juin la colère de 6.000 travailleurs du métro de Sao Paulo qui ont fait grève pour un rattrapage salarial de 18%.

Parmi les autres volets de la politique économique du gouvernement figurent un projet de réforme fiscale destiné à accroître les recettes budgétaires et favorisant le dit «patronat productif»; un projet visant à «flexibiliser» le marché du travail notamment en facilitant les licenciements et en les rendant moins coûteux pour les patrons; le projet sur l'autonomie de la Banque centrale qui signifie donner officiellement les pleins pouvoirs aux capitalistes en matière monétaire et de taux d'intérêt. Au niveau international, le gou-

vernement Lula coprésidé avec Bush, l'ami des peuples, le comité préparatoire à la mise en place, prévue à l'horizon 2005, d'une zone de libre échange pour les Amériques (ZLEA). La création d'une zone de libre échange sur tout le continent américain condamnerait les pays d'Amérique centrale et latine à n'être que les serviteurs des intérêts des capitalistes de l'Amérique du Nord. Une concurrence directe et inégale avec les entreprises nord-américaines ne pourrait faire que le jeu des impérialistes et détruire des pans entiers de l'économie des pays du sud de l'Amérique. Il en serait fini de la possibilité d'une croissance par un processus de substitution des importations.

L'aspect central de la stratégie gouvernementale consiste à «rassurer les investisseurs», avant tout les milieux financiers internationaux. Toujours désireux de faire des économies sur le dos des salariés, le gouvernement Lula a annoncé une réforme des retraites.

Lula-Fillon, même camp, même réforme

Cette réforme s'attaque aux travailleurs de la fonction publique (à tous les niveaux: Etat fédéral, Etats fédérés et municipalités), appelés au Brésil «servidores». C'est un projet brutal, qui reprend dans ses grandes lignes celui que le gouvernement précédent de Cardoso n'avait pas réussi à imposer au secteur public (contrairement au secteur privé). A l'époque, l'échec de Cardoso avait notamment été dû à l'opposition de la CUT et du PT. Mais aujourd'hui, le PT prétend qu'il est «légitime et nécessaire de réduire les dépenses de ce système de retraite vieillissant, inefficace, injuste et concentrateur, pour que dès l'exécution du budget de 2004 nous puissions accroître les investissements dans les domaines garantissant une amélioration des indicateurs sociaux et permettant la croissance économique et la création d'emplois».

Cette contre-réforme comprend de nombreuses mesures identiques à celles de la réforme Fillon. L'âge pour un départ à la retraite à taux plein est reculé, celui-ci passant à 60 ans pour les hommes (au lieu de 53 ans auparavant) et à 55 ans (au lieu de 48) pour les femmes (au Brésil, l'espérance de vie est de 67,5 ans contre 78,4 ans en France). Le montant des pensions versées aux fonctionnaires serait dans le même temps sévèrement amputé, tant pour les retraites versées à taux plein (qui diminueraient de 30 %) que pour les autres, qui se trouveraient en outre pénalisées par un système de décote en fonction des annuités manquant-

tes. Selon le gouvernement de Lula, cette baisse des retraites serait compensée par la mise en place de «fonds de pension sans buts lucratifs, administrés paritairement par les entités d'Etat et par les représentants des fonctionnaires» (argumentaire déjà cité). Nous voilà rassurés pour les fonds de pension... A croire que les projets de Lula et de Fillon ont été élaborés dans les mêmes bureaux, cette réforme prévoit un système de surcote : les travailleurs brésiliens pourront désormais travailler jusqu'à... 70 ans s'ils le veulent, chaque année d'activité au-delà du nombre d'annuités nécessaire pour une retraite à taux plein (35 ans pour les hommes, 30 ans pour les femmes) ouvrant alors droit à un «bonus». José Domingues Godoi Filho, vice-président du syndicat de l'enseignement supérieur, a bien résumé la philosophie de la réforme des retraites de Lula, «c'est du Robin des Bois à l'envers : on taxe le travail pour aider l'accumulation par les banques». Mais comme en France, la mise en place de ce projet rétrograde se heurte à la lutte des travailleurs.

Le combat des servidores

Depuis plusieurs mois, les salariés du secteur public se mobilisent contre cette réforme, avec leurs syndicats, pour la plupart membres de la CUT (la Centrale unique des travailleurs, dirigée par le PT). Le 11 juin a été une première échéance importante de mobilisation avec l'organisation d'une manifestation nationale à Brasilia, vers la chambre des députés et le palais du gouvernement, qui a eu un écho très fort. Cette «marche contre la réforme» a réuni plus de 30.000 fonctionnaires (principalement des enseignants, là-bas comme ici à l'avant-garde de la lutte) venus de tout le pays. Les principaux slogans étaient «Lula, où vas-tu ? Tu es allé copier FHC (Cardoso)», «Quand je chantais 'Lula maintenant', je ne savais pas que c'était une protestation», «Lula, change de camp ! Choisis le peuple et non le capital», ou encore «Maintenant c'est la lutte !» («Agora é Luta», en référence au slogan de la campagne électorale «Agora é Lula», «Maintenant c'est Lula»).

La manifestation s'est terminée par un meeting. La presse a signalé que «les radicaux sont les étoiles du meeting anti-réforme» (Folha Online, 11/06/2003). Ces «radicaux», ce sont la sénatrice Heloísa Helena et les trois députés fédéraux Babá, Genro et Fontes, qui ont été les seuls parlementaires nationaux du PT à prendre position pour le retrait de la réforme et à annoncer qu'en aucun cas ils

ne la voteraient. Les trois premiers nommés sont sous le coup d'une procédure disciplinaire pouvant déboucher sur leur exclusion du parti. Les deux derniers cités ont été exclus au mois de mai («suspendus pour une durée indéterminée») du groupe des députés du PT et la même mesure vient d'être prise à l'encontre de Helena au Sénat.

Toujours selon la *Folha Online*, prenant la parole au cours du même meeting, Pellegrin, président du groupe PT à la chambre, et Marinho, nouveau président de la CUT, ont été hués par les participants et qualifiés de jaunes et de traîtres.

La Coordination nationale des entités de fonctionnaires fédéraux, CNESF, qui regroupe 11 syndicats de la CUT (le plus important étant la Confédération nationale des travailleurs de l'éducation) totalisant 800.000 adhérents, est dirigée par une alliance entre les secteurs s'identifiant aux «radicaux» du PT et la tendance syndicale influencée par le PSTU (principale organisation brésilienne d'extrême gauche). Elle appelle maintenant à une grève générale illimitée de la fonction publique, à partir du 8 juillet et jusqu'au retrait du projet de réforme. Marinho et la direction de la CUT ont refusé de soutenir cet appel, qu'ils estiment «*prématuré*» et auquel ils opposent la «*négociation*» afin de «*modifier*» le projet de loi. Comme quoi Thibault n'a rien inventé...

Trois orientations dans le PT, la gauche et la CUT

Accepter la réforme, la négocier ou se battre pour son retrait est une question centrale, une délimitation essentielle – au Brésil comme en France. Ces trois prises de position s'affrontent au sein du PT, de la gauche en général et dans la CUT:

* **Ceux qui soutiennent les projets rétrogrades du gouvernement** appartiennent à la majorité de la direction et du groupe parlementaire du PT (un peu plus de 60 députés fédéraux sur 93).

* Il y a ensuite **les courants qui s'inscrivent dans une logique d'amendements de la réforme**. Si les dirigeants centraux de la CUT sont pleinement d'accord avec le gouvernement, ils sont contraints sous la pression de demander une «*amélioration*» du projet. Ils sont en effet obligés de gérer beaucoup plus directement que le PT la colère des travailleurs, en premier lieu celle d'une partie de leurs mandants. Le PC do B (parti communiste, maoïste), défend une orientation comparable; le leader de son groupe de députés fédéraux, Arruda, avait ainsi souligné la nécessité de «*discuter la réforme point par point*» lors du meeting du 11 juin à Brasilia – où il avait été, lui aussi, copieusement sifflé par les manifestants.

Malheureusement, la majorité de la direction du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) se situe également dans ce cadre; au congrès de la CUT tenu début juin, le principal dirigeant du MST,

J. P. Stedile, a appelé les délégués à «*ne pas dépenser de l'énergie à faire de l'opposition au gouvernement, mais mobiliser les travailleurs pour réaliser les changements dont le pays a besoin. Le mouvement social ne peut pas tomber dans le piège de tout attendre du gouvernement ni de faire de l'opposition systématique*».

Stedile n'est cependant pas allé jusqu'à expliquer comment on pourrait obtenir la satisfaction des revendications, que ce soit celles des travailleurs ruraux sans terre ou celles des travailleurs salariés des villes, en continuant à payer les intérêts de la dette et à travers l'application du programme économique du gouvernement... D'ailleurs, la position de Stedile ne fait pas l'unanimité au sein du MST. Celui-ci se divise de plus en plus entre les «*Nordestins*» représentés par José Rainha, qui ne veut pas laisser de côté leurs revendications et qui multiplie les occupations de terres, et les «*Sudistes*» représentés par Stedile, qui sont sur la ligne de ne pas gêner le gouvernement Lula (auquel ils participent à travers des postes de responsabilité dans le ministère de la réforme agraire et les administrations qui en dépendent). De plus, une bonne partie de la «*gauche du PT*» demande aussi une réforme du projet gouvernemental. Cette gauche comprend notamment les tendances Force socialiste et, il faut le dire clairement, les camarades de la IV^e Internationale de Démocratie socialiste, à l'exception de Heloísa Helena et des militants soutenant sa position. Ivan Valente, membre de la tendance Force socialiste, expliquait à la veille de la manifestation de Brasilia qu'il fallait «*entendre les arguments des fonctionnaires et les porter au groupe parlementaire et au gouvernement*», mais sans oublier que «*le centre du gouvernement est formé par des camarades anciens du mouvement social*», donc que «*la critique doit être respectueuse et le débat fraternel*», car «*notre grand ennemi s'appelle capital financier spéculatif*».

En participant au gouvernement Lula, les militants de Démocratie Socialiste se sont privés de leur liberté d'action. Comment pourraient-ils demander le retrait pur et simple du projet Lula sur les retraites alors que le gouvernement met tout son poids pour le faire adopter ? Il est grand temps pour nos camarades de tirer les leçons des derniers mois. La présence de Miguel Rossetto au gouvernement ne sert en rien les intérêts des travailleurs et des sans terres. Lula est le simple continuateur de Cardoso, avec la trahison des espoirs suscités auprès des travailleurs en plus. Cette trahison hypothèque l'avenir de Démocratie Socialiste du fait de sa participation gouvernementale. (...)

* L'opposition – formée à l'initiative des courants radicaux du PT, ainsi que du PSTU – porte la troisième grande orientation existant au sein du mouvement ouvrier et populaire, **celle qui exige le re-**

trait du projet du gouvernement et qui plus généralement combat la politique économique libérale de Lula. Cette opposition s'organise également au sein de la CUT où (...) elle a obtenu 23,3 % des mandats. Comme pour l'extrême gauche en France, ce courant d'opposition, qui exige le retrait du projet Lula sur les retraites, est le seul à défendre réellement les intérêts du monde du travail.

Retrait du projet Lula !

Ces premières grandes luttes de résistance au Brésil depuis l'arrivée au pouvoir de Lula aident au renforcement de l'opposition de gauche au gouvernement et à l'affirmation qu'une autre politique est possible. Ce processus est également relayé, dès à présent, par les prises de position de nombreux intellectuels membres ou proches du PT, qui dénoncent sa dérive néolibérale. (...)

La prochaine échéance de mobilisation et de grève est fixée au 8 juillet. Une assemblée de 350 délégués a voté à une écrasante majorité le lancement de la grève à partir de ce jour, pour une durée illimitée jusqu'au retrait du projet de réforme. Une nouvelle fois, les partisans du gouvernement ont défendu dans cette assemblée l'axe d'une réforme du projet et non son retrait pur et simple. (...) Des délégués se sont levés et ont scandé : «*Je suis de la lutte, je suis radical. Cette réforme est de la Banque Mondiale*». Effectivement. De la France au Brésil, les mêmes attaques libérales, pilotées par les marchés financiers, contre notre système de protection sociale sont à l'œuvre. Le mot d'ordre de retrait des projets, porté par les assemblées de grévistes, est le seul possible.

Fabien Faton

Ø Lire pour en savoir plus, notamment sur la logique des choix politiques et économiques du gouvernement Lula : «*Le PT au pouvoir*», article d'Alvaro Bianchi et João Bragga, membres du comité de rédaction de la revue brésilienne *Outubro*, paru fin juin dans **Carré Rouge** n°26 (**Carré rouge** BP 125 75463 PARIS cedex 10 Abonnement : 20 euros pour 4 numéros, chèque à l'ordre des «*Amis de Carré rouge*» : <http://carre-rouge.org> courriel : chenaissf@aol.com)

(1) Il a été amputé en début d'année de 36 %, dans le cadre des restrictions décidées afin d'atteindre l'objectif d'un excédent budgétaire primaire (avant paiement de la dette) égal à 4,25 % du PIB. Le FMI n'exigeait que 3,50 %... Au premier semestre 2003, 2.534 familles de paysans sans terre ont été installées par le ministère de la réforme agraire et selon l'un de ses responsables, le budget disponible permettra d'atteindre au maximum le chiffre de 10.000 à la fin de l'année. 1 million de familles (4 millions de personnes) attendent dans l'urgence de bénéficier de telles mesures.

Nucléaire : l'Alliance Capital-Etat

Tout d'abord un rappel : on ne peut dissocier le nucléaire civil du nucléaire militaire. L'un et l'autre sont les eux faces d'une même médaille et se nourrissent l'un de l'autre. S'opposer à l'un, c'est s'opposer à l'autre. Ce court texte aborde donc de façon globale l'énergie nucléaire regroupant indistinctement l'un et l'autre aspect et cela, sous un angle pas souvent approché de la part de ses opposants : celui du capital qui régit et domine nos vies depuis plus de deux siècles, avec l'appui de l'Etat.

Le nucléaire s'inscrit dans le domaine industriel comme production énergétique au même titre qu'autrefois le charbon ou aujourd'hui le pétrole, avec la dimension militaire en plus.

Si la filière charbon a été abandonnée c'est, nous a-t-on affirmé, parce que le coût d'extraction de la tonne était devenue trop élevé, donc n'était plus rentable. Si en France l'importation du pétrole est sujette à des aléas extérieurs - crise des années 70 par exemple - c'est la faute à notre dépendance à l'égard des producteurs. Alors, nous a-t-on seriné, il existe une source nouvelle indépendante, propre, sûre, économique : l'atome. Et c'est ainsi que l'Etat français nous a doté en quelques années de 56 réacteurs fournissant 76% de l'électricité d'origine nucléaire et 15% de l'énergie consommée. Avec sur l'autre côté du médaillon, en prime, quelques sous-marins nucléaires, une quantité évidemment inconnue de bombes, obus, ou autres gadgets prétendent "dissuasifs", telles les ogives à uranium appauvri, fleuron moderne de notre armement. Notons en passant que le caractère inoffensif de cette source fut affirmé par le... silence assourdissant autour des déchets s'accumulant avec le temps.



L'arnaque

Pour mieux comprendre les contre-vérités que les autorités ont toujours assénées à la population après des décennies de silence, il est nécessaire de faire un rapide retour en arrière et d'intégrer cette forme d'énergie à la fois dans le processus de développement capitalistique et dans une volonté étatique, celle du général De Gaulle.

Poids du capital

Le Capital, qui, quand il le juge nécessaire pour ses intérêts, tire à boulets rouges sur l'Etat - a besoin de ce même Etat pour des commandes stratégiques improductives comme productives, peu lui importe, pourvu qu'elles soutiennent

les industries de pointe. A côté des marchés juteux d'armement - la France est quatrième fournisseur d'armes dans le monde - pointait une industrie neuve dont se sont saisis quelques scientifiques et politiques bien implantés et fort influents : l'énergie nucléaire. En sorte que le programme nucléaire constitué doit être considéré comme destiné à soutenir les entreprises industrielles qui intervenaient peu dans les commandes d'armes tant intérieures : l'Etat, qu'extérieures : les pays étrangers. Il a servi essentiellement à appuyer les groupes financiers et industriels qui éprouaient beaucoup de mal à faire aboutir sur le marché mondial des débouchés plus classiques pour leurs moyens de production : usines clés en mains, installa-

Marche Cattenom-Bure

Si la lutte antinucléaire doit être globale, elle revêt aussi des aspects partiels, comme celui des déchets radioactifs et plus précisément de l'enfouissement irréversible des plus dangereux d'entre eux.

C'est ainsi que dans la bataille déjà longue contre la future poubelle de Bure (Meuse / Haute-Marne) les collectifs BURE-Stop et la Coordination Nationale des Collectifs contre l'Enfouissement, avec le soutien du Réseau "Sortir du Nucléaire", ont mis sur pied une marche **partant le 24 août de Cattenom (Moselle)** où se dresse une des premières centrales nucléaires **pour se terminer à Bure (Meuse) le 31 août 03** où les nucléocrates de tout poil et l'Etat veulent enterrer - faire oublier - les déchets les plus toxiques devenus très encombrants, mais que ces gens-là continuent à produire.

Cette marche a un double objectif : dire non à la poubelle et dénoncer la volonté de relancer à l'automne un second programme électronucléaire basé sur le fameux réacteur EPR (voir l'article de cette page).

Elle traverse la région lorraine par Thionville, Metz, Nancy et plusieurs villages, à pied, mais aussi en train (Metz - Nancy) pour "alerter, informer, dénoncer ce que l'on cache depuis longtemps : risques industriels liés à la production de l'énergie nucléaire, dissémination radioactive, transports dangereux de matières radioactives, casse-tête sans solution de tonnes de déchets déjà produits..."

Les étapes seront de 15 à 20 km en moyenne par jour, l'hébergement se fera en dur ou sous tente, les repas seront collectifs avec participation financière libre. Infos, débats, conférences animeront les soirées d'étape. L'arrivée à Bure vers midi sera ponctuée par un pique-nique devant les grilles du chantier.

Contacts : Tél 06 86 74 85 11 ; 03 25 04 91 41 ; 03 29 45 11 99 .

En attendant de pouvoir gérer de façon raisonnée et non par l'oubli imposé les déchets déjà existants, la solution pour leur suppression c'est de sortir d'urgence de la filière nucléaire et développer d'autres modes de production énergétique. **NON à l'enfouissement, NON au Nucléaire !!**

tion de production d'énergie, machines-outils... La perspective pour les promoteurs de cette politique était d'en attendre des retombées analogues à celles de la vente d'armes, mais en nettement plus substantiel. A l'époque le coût d'une centrale nucléaire était près de cent fois celui d'un Mirage 2000. Réaffirmons-le : le programme électro-nucléaire, d'hier et d'aujourd'hui a tout son sens en ce qu'il offre des commandes à l'industrie, ce que le lobby et l'Etat nucléocrates se garde bien de claironner, préférant affirmer aux "gens d'en bas" le besoin sans cesse croissant d'énergie⁽¹⁾.

Une certaine ambition franchouillarde est apparue petit à petit. Opérer au début pour le réacteur BWR, c'était pour l'Etat aider la grosse chaudronnerie italienne. Alors on a décidé de passer au PWR des groupes Empain-Schneider et Framatome. Aujourd'hui, avec l'usure du parc initial que les nucléocrates veulent renouveler, Framatome, en association avec Siemens est pressenti pour le nouveau réacteur EPR, soit-disant plus performant et encore plus sûr, assurément davantage producteur de déchets. D'une puissance de 1550 mégawatts, il revient à près de trois milliards d'euros. On comprend mieux qu'il faille le rentabiliser⁽²⁾.

L'aspect crapuleux de cette politique – parce qu'essentiellement anti-démocratique et par là dictatoriale – prioritairement orientée vers des intérêts capitalistes évidemment masqués (mais n'est-ce pas une pratique habituelle chez les puissants ?) tient à ce que toutes les décisions prises en faveur de cette filière depuis quelques décennies l'ont été par des scientifiques, des patrons, des sociétés sans qu'aucune concertation, aucun débat n'ait eu lieu, qu'aucun avis de la population n'ait été sollicité, qu'aucune inscription n'ait été à l'ordre du jour des séances parlementaires, malgré le sérieux des risques encourus, connus, mais pas reconnus: accidents, pollutions, voire terrorisme... C'est bien le fief de l'opacité et de l'omerta !

Le poids gaulien

En parallèle à la pression du capital sur la mise en œuvre de la production nucléaire il convient d'adjoindre la volonté "indépendantiste" du général De Gaulle à l'égard des USA et de l'URSS au sortir de la seconde guerre mondiale. Son ambition était d'abord de se constituer une force de frappe nucléaire, qualifiée de "force de dissuasion". Pour cela il créa le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique) et dès 1956 naît Marcoule (Gard) qui abrite trois réacteurs fournissant l'armée française. La politique gaulienne de défense lancée, très vite, sous la pression d'un lobby fort puissant, on est passé à l'énergie électrique revendue à EDF. Belle occasion pour ce secteur public qui, tout aussi rapidement, mettra en œuvre sa propre production d'électricité d'origine nucléaire. Les raisons historico-politique⁽³⁾ du développement du nucléaire français n'ont en rien changé au cours du temps les objectifs initiaux : puissance militaire de dissuasion autonome⁽⁴⁾, aspiration à être de moins en moins tributaire des pays producteurs de pétrole. S'y sont ajoutés à partir des années 70 l'ambition de créer un modèle de production d'énergie exportable (centrales, électricité...) et, depuis l'envol du libéralisme mondial, celle de s'inscrire dans la guerre économique planétaire comme numéro un sur le terrain productiviste et marchand d'une énergie abondante et politiquement contrôlable. Les objectifs étant bien établis, la course au pouvoir et au profit bien lancée, le lobby nucléo-industriel prêt à s'imposer, les grandes sociétés contrôlant l'activité nucléaire vont vite se diversifier. Elles sont dotées de moyens financiers énormes, assurées du soutien étatique et ont souvent une dimension transnationale. Il s'agit, outre le CEA déjà cité affecté à la recherche, de la COGEMA⁽⁵⁾ (Compagnie Générale des Matières Nucléaires filiale de CEA-Industrie, chargée de l'extraction de l'uranium d'abord en France, maintenant à l'étranger : Niger, Australie, Canada, Russie...) de Framatome, groupe public constructeur de réacteurs, d'AREVA holding créé en septembre 2001⁽⁶⁾ par les précédentes et dans la

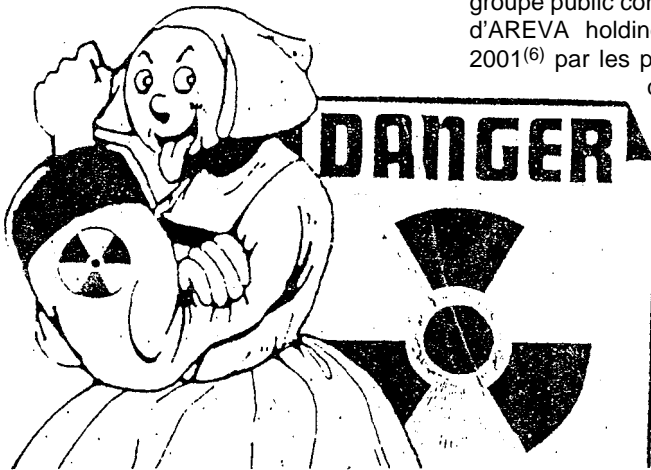
quelle EDF et la Caisse des Dépôts et Consignations sont actionnaires. Pilotant ces firmes en manipulant l'opinion, les ingénieurs des grandes écoles ayant fait le choix de l'atome : Mines Ponts et chaussées, ENA..., qui ont leurs entrées dans les instances du pouvoir politique, ce qui

en fait, au même titre que ces instances des décideurs de poids, voire les véritables.

La viabilité à un prix

Tous les ingrédients se sont trouvés réunis en quelques décennies pour que l'Etat, fortement impliqué, assure la viabilité du développement de l'énergie nucléaire par la prise en charge des coûts énormes que cette industrie génère. Encore faut-il souligner que les sommes nécessaires au démantèlement et à l'entretien des centrales en fin de vie n'entrent pas dans les coûts de production. Les estimations tournent autour de dizaines de milliards d'euros.

Et ce n'est pas tout. La charge financière de la gestion des déchets radioactifs dont on ne sait toujours que faire n'est pas non plus intégrée. Par ailleurs la responsabilité financière des exploitations en cas d'accidents est estimée par le législateur à une somme entre deux et quatre milliards d'euros alors que la catastrophe de Tchernobyl l'a été à plus de cent milliards de dollars. Pourquoi une telle mansuétude de la part du législateur ? tout simplement parce que, si les entreprises devaient prendre en compte la réalité des coûts relatifs à un accident majeur, elles devraient fermer leur porte devant le prix énorme des assurances. Dès lors qui paierait ? On comprend mieux pourquoi EDF ose prétendre que le prix du KWH d'électricité d'origine nucléaire est plus bas que celui du KWH 'une autre source. En ne prenant pas en compte la totalité des dépenses on fausse les données, on masque une partie de la réalité, on trompe les "clients". Tout cela avec l'aval de l'Etat, qu'il soit de gauche ou de droite d'ailleurs⁽⁷⁾. Sans l'Etat, l'industrie nucléaire n'est pas viable. Si les sociétés publiques et privées font leur beurre dans cette industrie c'est parce que l'Etat les cautionne politiquement, militairement et bien sûr financièrement. Ainsi, outre la logique du profit, prime aussi la raison d'Etat. Ces deux logiques sont tellement imbriquées que si la France - ô miracle - décidait d'abandonner la filière nucléaire, même et surtout progressivement, rien ne dit que la pression des lois du marché ne la ferait pas revenir sur sa décision. Comme cela pourrait être le cas pour nos deux voisins limitrophes : l'Allemagne et la Belgique qui, eux, ont déjà décidé leur sortie du nucléaire. Or ces lois dans le développement de l'économie libérale portent les noms de compétition, de concurrence, de réduction des coûts de production. Le libéralisme est également synonyme de privatisation. Que des entreprises privées s'emparent de la production de l'énergie nucléaire, elles seront amenées à comprimer les coûts



pour être plus compétitives. Qu'en sera-t-il alors des règles de sécurité, de santé des travailleurs - il y a déjà des précédents timidement dénoncés avec des sociétés de sous-traitance utilisant des intérimaires pour la maintenance et l'entretien des centrales - de protection des populations voisines ? Il faut répéter encore et encore, que dans ce domaine, la moindre défaillance tant technique qu'humaine, peut conduire à la catastrophe. Bref la lutte antinucléaire ne peut pas faire l'impasse sur l'alliance capital-Etat, principal support de cette branche économique présentée comme incontournable. Et la décision à venir - fin 2003 - de renouveler le parc des centrales nucléaires avec le réacteur EPR dont les promoteurs réclament depuis longtemps déjà la mise en œuvre expérimentale⁽⁸⁾ pour, surtout, prouver son "exportabilité" ne peut que remplacer la nécessité de porter le combat sur ce couple.

J.F. 20-6-03

Sources : - *Le Monde libertaire* n°1316 (17-23 avril 03)

- Echanges, bulletin du réseau "**Echanges et Mouvement**" n°101 (été 02) p. 36-37.
- **Ecologie sociale**, la Revue (Oct-Nov 02) p. 22-23
- **Energie et sécurité** n°21, 02, publication de l'IEER (Institute for Energy and Environmental Research).
- **Stop Golfech**, n°42 (automne 02) et n°44 (p.3)
- **Sortir du nucléaire** n°26, avril 2003.

Sigles : PWR : Pressured Water Reactor (REP : Réacteur à Eau pressurisée)

EPR : European Water Reactor (Réacteur Européen à Eau Pressurisée, qualifié de "réacteur du futur".

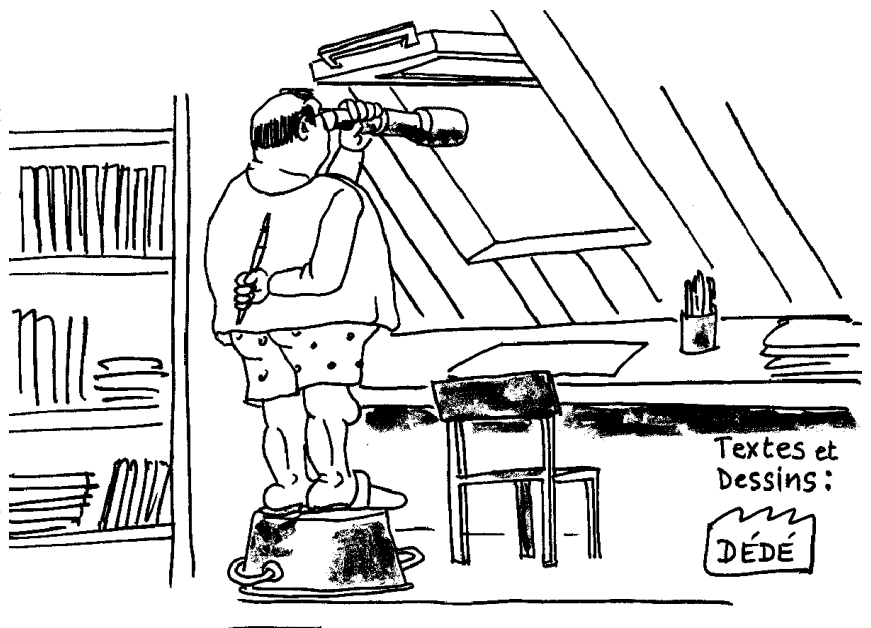
Notes

- (1) *Ainsi les Français ont tellement besoin d'électricité qu'EDF les pousse à se chauffer électriquement (bonne aubaine pour les fabricants de convecteurs) et que notre éclaireur-chauffagiste est amené à vendre le surplus à l'étranger... à perte.*
- (2) *Je renvoie là dessus, et sur d'autres points, à mon article "Sortir du Nucléaire : une nécessité" paru dans "Débattre" revue d'Alternative Libertaire, n°14, printemps 2002.*
- (3) *On lira utilement sur cet aspect politique le livre de Michèle Rivasi et Hélène Crié : "Ce nucléaire qu'on nous cache" paru chez Albin Michel en 1999.*
- (4) *Que l'URSS n'existe plus ne change en rien la politique militaire française qui se prépare à lancer un deuxième porte-avions à propulsion atomique qui va nous coûter la peau des fesses, joujou dérisoire face à la force démesurée états-unienne, et qui devrait être opérationnel vers 2015.*
- (5) *La COGEMA a une filiale américaine, COGEMA Inc. Chargée de transformer le surplus de plutonium militaire américain en combustible destiné aux réacteurs civils.*
- (6) *Ce holding fut impulsé par le sieur Strauss-Kahn incarnant le flanc libéral dans la politique économique du gouvernement Jospin, avant son départ consécutif à ses déboires avec la justice.*
- (7) *Automne 2001 : Chirac et Jospin signaient "d'une même voix" au sommet de Barcelone, le protocole de la future, proche, privatisation d'EDF.*
- (8) *Cette décision, en fait, est déjà prise officieusement par le gouvernement et EDF a même choisi le futur site d'implantation à Penly (Seine-Maritime)? Ce nouveau réacteur "pilote" devrait selon EDF entrer en fonction entre 2015 et 2020 pour soixante ans, ce qui conduit notre électricien public - pour si peu de temps encore - à vouloir porter la durée d'amortissement du parc actuel de 30 à 40 ans et ce, sans même se soucier de l'avis de l'autorité de Sûreté. C'est bien connu, EDF nous doit plus que la lumière ! Et on ne manquera pas d'attribuer une mention particulière à la CGT, fédération de l'Energie, pour son soutien à la construction de cet EPR, au prétexte de maintenir et développer notre savoir-faire industriel.*

Le Monde vu de ma Lucarne

Dédé, nous le connaissons et le fréquentons depuis des années. Il nous fait régulièrement rire mais aussi réfléchir en illustrant à la volée par ses dessins conférences et débats. Dans l'album qu'il vient d'éditer sous le titre **Le Monde vu de ma Lucarne**^{*}, c'est une sorte d'allégorie du monde revu et corrigé par le néo-libéralisme qu'il s'est livré et qui fait inmanquablement penser à l'Alice au pays des merveilles de Lewis Carroll. Mêmes personnages, pratiques, situations invraisemblables dont la logique (qui n'est autre en définitive que celle du capital) défie l'humanité dans toutes ses dimensions ; et dont la ressemblance avec des personnages, des pratiques et des situations réelles ne doivent strictement rien au hasard.

* Ouvrage de 150 pages édité et diffusé par Bédédé Editions, 11 rue Jean-Racine, 68100 Mulhouse. Courriel : abedede@ifrance.com 10 euros + 2,65 euros de frais de port. Chèque à l'ordre de André Barnoin.



Textes et
Dessins :
DÉDÉ

La "Constitution européenne" ? C'est un véritable lance-flamme à carboniser les droits sociaux que Giscard est en train de peaufiner. De toute sa vie de politicien, les forces du capital ne lui auront jamais confié une tâche de cette importance. Pourtant, presque personne n'en parle. Y aura-t-il un référendum lorsqu'il s'agira de porter le coup de grâce aux constitutions nationales ?... Il faut informer et s'informer avant qu'il ne soit trop tard. Ci-dessous un article paru dans "Marches Européennes" n°25 (*Marches européennes*, 104 rue Couronnes 75020 PARIS. Site : www.euromarches.org)

Constitution européenne : une arme silencieuse contre les droits sociaux et les systèmes de protection sociale

Etat des lieux :

En 2000, la première Convention a décidé que les droits sociaux ne sont pas des droits mais des objectifs politiques. Les droits fondamentaux inscrits dans la Charte seraient "justiciables".

En 2003, la deuxième Convention - dans sa grande majorité avec le Présidium - écarte les droits sociaux des objectifs politiques de l'Union européenne élargie et de la future Constitution.

Par ailleurs la Constitution ne sera pas "révisable" et la Charte ne sera pas "justiciable". A prendre ou à laisser... Voilà l'implacable logique à laquelle nous sommes confronté(e)s. Et ceci concerne les 470 millions d'européen(ne)s des 25 Etats membres de l'Union européenne telle qu'elle sera officialisée en mai 2004.

A Nice, en décembre 2000, les Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions et d'autres réseaux du mouvement social ont dénoncé le fait que le droit au travail de la Déclara-

tion Universelle des Droits de l'Homme de 1948 avaient été dangereusement transformé en "liberté" de travailler - annonçant, par là, la disparition des droits sociaux des législations nationales. Celles et ceux qui avaient minimisé le problème (tout en le reconnaissant) affirmaient que la garantie des droits à prestation (droit aux allocations de chômage, droit au revenu minimum, droit à la pension de retraite) pouvait être récupérée dans la Constitution européenne. On est loin du compte !

Le « fait du Prince et du Présidium »

N'était-il pas prévisible que la deuxième Convention serait composée d'une majorité de libéraux et de conservateurs ? Que cette droite s'engouffrerait dans le groupe de travail sur l'Europe sociale ? Bien que ce groupe de travail ait été exigé, à l'initiative de la députée belge Anne Van Lancker, par le Parti Socialiste Européen, les Verts et la Gauche Unie

Européenne, force est de constater que sur les 70 membres, 47 représentaient les partis de droite et 23 appartenaient aux partis signataires de la demande. Leur tâche a été d'apporter des réponses aux questions posées par Valéry Giscard d'Estaing pour décider si l'Union Européenne s'engagera vers l'objectif d'une Europe sociale. Un compte-rendu des travaux de ce groupe a été présenté à la séance plénière de la Convention les 6 et 7 février 2003. Il a été pris acte des possibilités de combler le déficit social ou de durcir le caractère antisocial... et la page a été tournée. C'est maintenant "le fait du Prince VGE" et du Présidium. Les conventionne(le)s se sont laissé(e)s entraîner dans le tourbillon des chapitres suivants de la Constitution relatifs au cadre institutionnel, à l'organisation de la Présidence de l'Union, à la politique de défense commune...

Les échéances suivantes

Les 30 et 31 mai 2003, ces parlemen-

Quelques voix isolées s'élèvent pour dénoncer les sales coups en préparation. On lira ci-dessous des extraits d'un texte, disponible sur le site "PEC Web", qui a la particularité d'émaner d'un syndicaliste qui a joué un rôle important au niveau européen. Ancien dirigeant de la CES, il la critique aujourd'hui avec virulence; Thibault ne doit pas être de cet avis : il a donné des gages depuis des années pour que la CGT y trouve sa place (Il n'y a que les mauvais esprits qui feront un lien avec la stratégie de la CGT en mai-juin ...).

Cette Constitution européenne est dangereuse !

Rien d'étonnant à ce que cette Constitution européenne ait été saluée avec "euphorie" par des Chefs d'Etat et de gouvernements de droite. Ils se sont débarrassés des obligations sociales. Il faut tout mettre en oeuvre pour que ce texte constitutionnel ne soit pas adopté tant que subsistera le vote à l'unanimité avec droit de veto dans le domaine social et fiscal.(...) Un instrument juridique doit permettre la négociation de conventions collectives européennes.

[Il faut éviter] que l'Europe élargie ait pour conséquences une baisse considérable des niveaux de vie chez nous, à l'Ouest, sans pour autant améliorer les conditions de vie et de travail de la majorité des habitants de la Pologne, de la Hongrie, de la République Tchèque, de la Slovaquie, de la Lituanie, de l'Estonie, de la Slovénie et de la Lettonie. Et qu'on arrête de nous dire qu'on a fait ce qu'on a pu et que cela pourrait être pire ! Le pire est là, sortant des mains de Valéry Giscard d'Estaing pour passer à celles de Silvio Berlusconi qui aura encore le pouvoir de modifier la Constitution européenne avant de la faire adopter par les Chefs d'Etat et de gouvernements. Ce qui est prévu pour décembre 2003. Cette Constitution européenne qui sera supérieure aux constitutions nationales qui devront être révisées pour entrer en concordance avec les règlements européens, comme ce fut le cas déjà à de multiples reprises, ne permet plus aux partis progressistes de faire adopter des lois de progrès social. Par contre, le renforcement des règles de la concurrence et des critères drastiques du Pacte de stabilité donne tout pouvoir aux partis de droite de jouer le dumping social et fiscal, de soutenir le capitalisme sauvage et l'exploitation sans limites des travailleurs par des sous-statuts, des bas salaires et la généralisation du travail intérimaire, sans obligation d'assumer les risques de la vieillesse, du chômage et de la maladie. Un retour au XIX^e siècle !(...)

Depuis plus de dix ans, les dirigeants des syndicats chrétiens à la tête de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) ont failli à leurs responsabilités en n'alertant pas suffisamment les travailleuses et travailleurs des dangers des lois européennes. Ils ont trop souvent accepté d'être la courroie de transmission des intérêts capitalistes. En tant que Président de la Fédération Européenne des Retraité(e)s et des personnes âgées (FERPA), j'ai sonné l'alarme tant que j'ai pu, à l'intérieur et à l'extérieur de la CES mais je n'ai été ni écouté ni suivi. En pratiquant la chaise vide au Congrès de la CES, la FGTB a fait preuve d'audace et de volonté de retrouver les objectifs des syndicats libres, lorsque, nous avons décidé, après la seconde guerre mondiale de nous organiser au niveau européen pour créer un contre pouvoir face aux règles du marché unique et de la concurrence pour défendre les intérêts du monde du travail. (...)

Georges Debunne, ancien Secrétaire Général de la FGTB, Ancien Président de la CES et de la FERPA

taires et chefs de gouvernement auront en main la Constitution européenne qu'ils sont priés d'adopter rapidement par consensus "In our name" ! Entre temps VGE et son secrétariat auront classé, trié, éliminé les quelques 1500 amendements portés au premier projet du Présidium.

Le grand démocrate. Berlusconi prendra la présidence du Conseil européen le 1er juillet. Par là, il se verra doté de la responsabilité de convoquer les Chefs d'Etat et de gouvernement des 25 pays concernés pour une "Conférence Inter-gouvernementale" qui, après avoir eu encore la possibilité de changer le texte - et ce, dans le secret de la diplomatie, signeront en grande pompe, toujours "In our name", la Constitution européenne, à Rome en décembre 2003. Le droit européen étant supérieur au droit national, elle est appelée - dans un laps de temps plus ou moins long - à remplacer peu à peu les constitutions nationales.

2003.....2004 !

Dès janvier 2004, les partis politiques entreront dans l'arène des élections européennes qui se tiendront en mai 2004. Les 25 Etats seront concernés et la Constitution européenne sera alors appliquée.

Les médias glosent à l'envi sur les combats des Chefs quant à leur position sur la crise irakienne ou l'organisation des pouvoirs entre les Etats au sein des institutions européennes. Sans nier l'intérêt de ces problèmes, il est temps de s'inquiéter du fait que rien ne transpire des risques et dangers que présente la Constitution européenne sur les acquis sociaux. Les conventionnel(le)s qui ont posé des amendements pour combler le déficit social ont-ils encore le moindre espoir dans les résultats ?

Notre vigilance doit être totale pour ne pas répéter le scénario de Nice en 2000 pour la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. Celles et ceux qui se voulaient "réalistes" avaient déclaré alors qu'elle devait être considérée comme acceptable parce qu'ils avaient oeuvré pour éviter "le pire". Nous ne sommes plus très éloignés du pire.

Non seulement nous nous battons becs et ongles pour éviter le pire, mais nous ne répétons jamais assez que c'est LE MIEUX que nous voulons pour notre avenir à toutes et à tous dans cette Europe élargie confrontée à de nouvelles complexités. Mais cela ne suffira pas de le dire, il faudra affronter dans les mobilisations mais aussi sur son terrain et son calendrier, cette Machine à fabriquer des lois infernales avant que celles-ci ne deviennent juridiquement contraignantes.

Donnons-nous les moyens de discuter partout cette Constitution européenne dans sa philosophie générale et article par article: mêlons-nous de ce qui nous regarde! Ne les laissons plus légiférer dans notre dos.

N'attendons pas que les droits sociaux nous soient confisqués pour les défendre !

Pas de Constitution européenne qui ne soit adoptée par les peuples qui la composent !

Marie Paule Connan (mai 2003)

RMA – Revenu Minimum Activité : précarisation accrue du salariat

Non seulement le gouvernement mène une offensive sans précédent contre les retraites, prépare la privatisation de l'éducation, mais il s'attaque aussi au remboursement des médicaments et à celles et ceux qui bénéficient du "RMI" : dans la logique des recommandations européennes, il prétend les "remettre au travail" pour quelques euros par mois offrant ainsi au patronat une main d'œuvre très très bon marché. Appel :

Alors que le chiffre du chômage ne cesse de croître, le Ministre Fillon a présenté au Conseil des Ministres du mercredi 7 mai - en plus de la remise en cause du droit à la retraite - une réforme du RMI et la création d'un Revenu Minimum Activité.

Les insuffisances du Revenu Minimum d'Insertion sont connues :

* Un montant scandaleusement bas : 411,70 euros pour une personne seule, 617,55 pour un couple mais dans 9(0)% des cas, après abattement d'un forfait logement, respectivement 362,30 euros et 518,74 euros.

* Un accès impossible pour de nombreuses catégories de personnes: Le RMI reste interdit notamment aux jeunes de moins de 25 ans, et aux étrangers n'attestant pas de trois ans de présence sur le territoire.

* Son mode de calcul, basé sur les revenus du foyer et non sur la situation de la personne, exclut tous ceux et celles dont le conjoint dispose d'un revenu supérieur aux maigres allocations du RMI pour un couple.

* Des droits sociaux misérables: peu ou pas d'accès aux transports, au logement, à la formation, pas de cotisations à la retraite.

Le projet du gouvernement, loin de prendre en compte ces problèmes, ne peut qu'accroître la précarisation. On applique ici la doctrine de la baisse du coût du travail par l'"activation des dépenses passives". En effet, l'instauration du RMA en créant un nouveau contrat salarial, pour l'instant réservé aux chômeur-es, RMIs-tes depuis au moins deux ans:

* n'améliorerait ni le revenu ni les droits des chômeurs concernés. Un RMIs-te pourrait être contraint, si le projet était voté, à accepter un emploi à mi-temps pour seulement 140 euros mensuels supplémentaires (soit moins de 2 euros de l'heure !). Ce qui serait encore moins rémunérateur que l'actuel dispositif de cumul du RMI avec un revenu d'activité pourtant déjà insuffisant; le recentrage du dispositif insertion sur le seul retour à l'emploi (et la suppression des crédits d'insertion existants) laisse entrevoir la menace de nouvelles radiations.

* favoriserait encore la précarité et l'insécurité sociale, d'abord pour les femmes déjà premières concernées par les bas salaires, par le développement de COD à mi-temps que le "bénéficiaire" pourrait difficilement refuser ou quitter sauf bon motif (CDI, CDD de plus de 6 mois ou formation qualifiante) et qui ne pourrait pas être cumulé avec une autre activité salariée.

* serait l'occasion de distribuer encore de nouvelles aides publiques aux employeurs qui percevraient à la place du RMAste le montant du RMI et pourraient être exonérés du paiement des cotisations sociales, dont le financement n'est pas envisagé. Les cotisations ne seraient pas calculées sur la totalité des heures travaillées.

* serait l'occasion de distribuer encore de nouvelles aides publiques aux employeurs qui percevraient à la place du RMAste le montant du RMI et pourraient être exonérés du paiement des cotisations sociales, dont le financement n'est pas envisagé. Les cotisations ne seraient pas calculées sur la totalité des heures travaillées.

* Conséquence de la décentralisation et du désengagement de l'Etat, cette dégradation des droits s'accompagnerait du renforcement du pouvoir sans contre-pouvoir des Présidents de Conseil Généraux : possibilité d'accorder et de suspendre le RMI ; entière mainmise sur l'enveloppe dévolue à l'insertion, déjà sous-utilisée; désignation des membres des commissions locales et départementales d'insertion.

Ce nouveau projet de dégradation des droits des salariés, dans la même logique que le Pare (un peu de carotte et beaucoup de bâton), doit être bloqué. Pour cela, la mobilisation de tous, associations; syndicats, politiques, est nécessaire.

Premiers signataires : AC! Act-Up APEIS, ATTAC, Collectif National pour les Droits des Femmes, COPAF, Confédération Paysanne, CNT, DAL, Droits devants !! FSU, Observatoire des droits des Usagers, Marches Européennes, MIB, MNCP, PAP, RAI, SNU-ANPE, Stop Précarités, USG10, SUD-PTT...

Encore une bataille perdue !

Le mouvement social vient d'enregistrer une nouvelle défaite, venant s'ajouter à la longue suite de celles déjà subies au cours du dernier quart de siècle. Une défaite grave à plus d'un titre.

En premier lieu, tout simplement, parce qu'il a échoué à contraindre le gouvernement à retirer son projet de réforme du régime des retraites des fonctions publiques, ce qui constituait son objectif immédiat et explicite. Tout ce qu'on pourra dire de l'ampleur du mouvement, de sa durée, de la démocratie à la base qu'il a su développer, de sa popularité, de son caractère inventif et festif, visible et audible dans les manifestations, etc., ne pourra faire oublier ce fait simple et brutal: ce mouvement s'était donné comme objectif de mettre en échec le gouvernement; et c'est lui qui a été mis en échec. Que l'adversaire triomphe sans triomphalisme excessif n'empêche pas la défaite d'être une défaite.

En second lieu, du fait des conditions

la défaite. Car – et les témoignages reçus d'un peu partout convergent sur ce point – elles auront tout fait pour ne pas opérer cette généralisation, en lanternant et baladant le mouvement de journées de mobilisation et en journées de grève, égrénées le long des semaines. Assez puissant potentiellement pour infliger une défaite au gouvernement, à condition de se généraliser, le mouvement n'était pas suffisamment puissant pour se généraliser de lui-même, sans et encore moins contre les organisations syndicales. Or, de grève générale, il ne fut pas question quand elle aurait été possible (au lendemain de la grève massive du 13 mai ou même encore au lendemain de la manifestation monstre du 25 mai à Paris, relayée un peu partout en province). Et cet historien de Blondel en parlera lorsqu'il sera sûr qu'elle n'était plus possible (aux environs du 10 juin). Pour une fois, l'image galvaudée de troupes prêtes à en découdre trahies par leurs généraux

le coût de l'entretien de la population âgée qui n'est plus en état de travailler.

Mais aussi conséquence plus immédiate sur le rapport de forces entre le monde du travail, le gouvernement et le patronat; alors que s'annoncent déjà de nouvelles batailles à livrer cet automne. Car une pareille défaite, après une pareille mobilisation (certains enseignants ont été en grève depuis la mi-mars !) et de pareils espoirs, n'ira pas sans laisser des traces dans les deux camps. Gouvernement et patronat vont se trouver confortés dans leur projet de réformes néo-libérales: celle de l'assurance maladie est déjà annoncée pour l'automne; et celles liées à la décentralisation de l'Etat n'ont été différées que de quelques mois. Tandis qu'inversement, l'amertume et la démoralisation consécutives à la défaite pèseront lourd au moment de remobiliser les troupes pour faire face à ces nouvelles offensives néo-libérales.

Sur les raisons de la trahison des confédérations syndicales

En fait cette nouvelle défaite pose deux problèmes majeurs au mouvement social. Le premier est celui de la carence manifeste des organisations syndicales (pour ne pas parler des organisations politiques), à commencer par la principale d'entre elles, la CGT. Le plus étonnant est bien dans cette affaire la trahison de ces dernières. Non pas que nous nous soyons jamais fait d'illusion sur leur nature. L'expérience historique aussi bien que l'analyse politique nous ont instruits de leur nature contre-révolutionnaire. Mais, en l'occurrence, ces organisations n'étaient absolument pas confrontées à un mouvement révolutionnaire, en passe de les déborder et dont elles auraient eu tout à craindre. Le mouvement était au contraire *réformiste*, tant par ses objectifs (défendre un acquis du compromis fordiste) que par ses formes d'action et de mobilisation, au demeurant parfaitement contrôlées par les dites organisations (c'est bien ce qui leur a permis de dévoyer le mouvement en définitive). Si bien que ce à quoi on vient d'assister est à proprement parler assez inouï: des organisations issues du réformisme social-démocrate ont dévoyé un mouvement réformiste, pour le plus grand bénéfice d'un gouvernement néo-libéral qui a entrepris de liquider une bonne partie de l'héritage de la période fordiste, celle du réformisme triomphant précisément.



dans lesquelles s'est produite cette défaite. Car le mouvement était potentiellement victorieux. Pour remporter cette victoire, il lui aurait suffi de se généraliser: au sein du secteur public, au-delà de l'Education nationale et de la Poste, qui ont été ces deux bastions; et bien évidemment au sein du secteur privé. Il était de la responsabilité des confédérations syndicales que d'organiser cette généralisation; du moins de celles (CGT, FO, UNSA, FSU) qui prétendaient vouloir conduire le mouvement vers la victoire. Et qui l'ont dévoyé vers

couards et pusillanimes aura été adéquate au processus décrit.

En troisième lieu, de par les conséquences de cette défaite. Conséquence bien évidemment sur la dégradation de la situation des futurs retraités; puisque, et cela a été amplement argumenté tout au long des derniers mois, l'objectif inavouable du gouvernement et du MEDEF est bien évidemment, à travers l'allongement de la durée de cotisation, de faire baisser le niveau moyen des pensions de retraite effectivement versées, donc

Certes, on peut toujours invoquer que, dans la mesure où, pour faire reculer le gouvernement, il aurait fallu recourir à une grève générale (ce dont tous ceux qui ont été impliqués dans le mouvement étaient bien conscients et qu'ils appelaient de leurs vœux), les confédérations syndicales, et la CGT en premier lieu, ont pu craindre que, la grève générale une fois lancée, elle leur échapperait. Car le propre de ce type de mouvements, c'est que, si on sait comment ils démarrent, personne ne sait jamais a priori comment et où ils vont s'arrêter. Autrement dit, par peur de ne pas pouvoir arrêter la grève générale, ils ont préféré ne pas la lancer.

Mais il faut sans doute chercher plus loin encore les raisons de cette attitude. Si une organisation traditionnelle aussi réformiste que la CGT n'est plus propre aujourd'hui à défendre les acquis du réformisme dont elle tire pourtant sa légitimité auprès de sa propre base sociale, n'est ce pas qu'elle s'est en définitive elle-même ralliée au cours social-libéral du restant de la ci-devant «gauche plurielle»? On comprendrait à partir de là ses atermoiements face à loi Fillon dont elle contestait plus en définitive certaines dispositions particulières et modalités d'application que le principe même. Ce qui signifierait aussi, du même coup, que la stratégie actuelle de la CGT serait de s'aligner sur le PS, d'en devenir en quelque sorte la courroie de transmission syndicale, après avoir été pendant des décennies celle d'un PC aujourd'hui moribond; en venant en quelque sorte occuper la place laissée vacante par une CFDT que sa dérive droite rend désormais infréquentable y compris par les caciques de la rue Solférino¹. Dans cette perspective, la présence de Thibault au congrès du PS, qui lui a réservé un bel accueil, en pleine bagarre contre la loi Fillon, aura été des plus symptomatiques.

Que pareille stratégie soit à terme suicidaire en tant qu'elle conduira la CGT à s'aliéner une bonne partie de sa base sociale ne semble cependant guère inquiéter son équipe dirigeante actuelle, qui a visiblement perdu cartes et boussoles dans les ruines du mur de Berlin. Et qui, indépendamment même de sa crise idéologique, est dans l'immédiat en proie à une crise financière qui la rend particulièrement dépendante des subsides de l'Etat; et par conséquent particulièrement docile. Tous ces éléments ont sans doute pesé, sans qu'il soit encore possible d'en déterminer le poids respectif.

Les faiblesses internes du mouvement

Cependant, imputer la défaite du mouvement à la seule trahison des organisations syndicales serait une erreur

d'analyse. Cette trahison n'a elle-même été possible que parce qu'elle a su exploiter les faiblesses du mouvement lui-même.

Sa faiblesse *idéologique* tout d'abord. Car, avant de perdre la bataille politique lors de la grève, le mouvement a perdu la bataille des idées qui l'a précédée et accompagnée. En effet, si le mouvement n'a pas été assez puissant pour contraindre les organisations à appeler à la grève générale ou pour contourner ces organisations et lancer la grève générale par lui-même, c'est qu'il n'a pas su mobiliser suffisamment son propre camp avant même que la grève ne débute. On ne compte plus pourtant les tracts, quatre-pages, brochures, ouvrages, conférences qui, depuis des années, mettent en garde contre le démantèlement annoncé du système de retraite par répartition, en apportant la preuve de l'inanité des pseudo-arguments destinés à le justifier. Certes l'offensive gouvernementale a été amplement relayée et appuyée par une propagande à laquelle la quasi-totalité des médias ont pris part, abritant une meute de chiens de garde qui ont, une nouvelle fois, japper de toutes leurs forces contre le mouvement. Mais il n'est pas certain que la faiblesse soit ici seulement due à la puissance de diffusion du message médiatique, véritable rouleau compresseur mental. Il faudra peut-être s'interroger sur les limites (de contenu et de forme) de notre propre message pour en expliquer la trop faible diffusion et audience.

A cette faiblesse idéologique s'est ajoutée, en second lieu, *une faiblesse organisationnelle*. Comme je le faisais remarquer plus haut, pour l'essentiel, le mouvement n'a jamais échappé aux organisations syndicales; et le gros des salariés et des militants en mouvement se sont mis à la remorque de ces dernières, en se faisant ainsi lanterner

et en définitive éconduire. Même là où le mouvement s'est enraciné, en durant et en s'élargissant, les pratiques d'auto-organisation de la lutte (assemblée générale des grévistes, élection d'un comité de grève considéré comme seul représentatif du mouvement, strict contrôle sur les délégués et représentants, etc.) ont été rares et limitées. A aucun moment, elles n'ont conduit à remettre en cause les organisations syndicales, même lorsqu'il est devenu évident pour à peu près tout le monde que ces dernières se comportaient en fossoyeurs du mouvement. Peut-il en être autrement alors que des décennies de reculs et de défaites nous séparent des dernières périodes (la fin des années 1960 et le début des années 1970) où ces pratiques étaient monnaie courante dans les luttes sociales? Et ce en dépit de leur résurgence sporadique lors de certains mouvements dans la seconde moitié des années 1980 (coordinations des infirmières et des instituteurs).

Mais la faiblesse du mouvement a été en troisième et dernier lieu surtout *programmatische*. Si le mouvement n'a pas su imposer son hégémonie dans son propre camp, y remporter la bataille des idées; s'il n'a pas su développer les formes de lutte et d'organisation qui seules peuvent garantir son autonomie par rapport aux organisations syndicales, c'est qu'il est encore aujourd'hui très largement dépourvu de toute perspective programmatique. Ce qui fait essentiellement défaut aujourd'hui pour parvenir à mobiliser le plus largement le camp des travailleurs, c'est un programme. Par quoi, il faut entendre non pas seulement une série de revendications en rapport avec les problèmes les plus immédiats que connaissent les travailleurs (en termes de rémunération, de conditions de travail, de conditions de logement, etc.); mais plus largement et plus profondément une perspective globale qui tout à la fois leur rende intelligible le monde dans lequel ils vivent et leur indique pour quoi (dans quels buts généraux et finaux) et comment (selon quelles stratégies, tactiques et formes d'organisation) lutter. C'est à élaborer, formuler, discuter, propager un pareil programme que les militants, groupes et organisations qui se réclament d'une perspective anticapitaliste doivent s'atteler dans les mois et les années à venir, pour espérer conjurer un jour la fatalité de la défaite.

Alain Bihl

Extrait de l'édito d'ACC n° 141 (Janvier 2003)

(...) La tâche du mouvement social s'annonce rude. Il lui faudra mener le combat contre patrons et gouvernement solidaires en organisant, comme en 95 (où les cheminots et... Thibault jouaient les fers de lance), la jonction de multiples luttes sectorielles. Mais il faudra aussi que la base déborde le plus largement et rapidement possible les bureaucraties syndicales et expulse des cortèges, comme Notat l'a été en 95, (*Et hooooop !, Thibault, plus haut que Carrero !*) tous ceux qui auraient dû logiquement faire carrière devant un ordinateur du Palais Brongniart.(...)

¹ Je propose qu'on la dénomme désormais **Confédération Finalement à Droite Toute**

Une si tenace atmosphère de jacquerie

(Suite)

Ce texte poursuit l'analyse entamée dans le précédent numéro d'ACC sur le mouvement social de mai-juin 2003. Il décrit les principales phases du mouvement, la manière dont il a été battu sur sa revendication directe (retrait du Plan Fillon-Chérèque).

On s'efforcera, dans le prochain numéro, d'identifier les faiblesses, les forces et les acquis de la lutte.

La signature le 15 mai par 3 confédérations syndicales du Plan Fillon et sa présentation comme une victoire syndicale seraient à pleurer de rire si les circonstances sociales pouvaient encore y prêter. Mais qui, après plus de vingt années de régressions sociales, plus de vingt années de brutalité patronale et de cynisme gouvernemental toutes étiquettes confondues, plus de vingt années de défaite des luttes ouvrières, est-on encore d'humeur à ironiser sur de telles trahisons? Non, décidément plus personne n'a envie de rire; et c'est plutôt l'envie de cogner sur la crapule cédétiste qu'inspire le spectacle de ses magouilles répétées.

Deux millions de personnes dans la rue. Pour obtenir quoi? 2% de plus dans la liquidation des pensions des smicards (85% au lieu du 83% du SMIC); le calcul du dernier salaire de référence sur les 6 derniers mois et non les 3 dernières années pour les agents de la fonction publique; une décote de 5% au lieu de 10%; le droit d'expérimenter le départ après 42 annuités de cotisation pour ceux qui ont commencé le turbin à 14 ans. Voilà les grandioses "avancées" qui justifient toutes les capitulations : la retraite après 40 annuités en 2008, après 41 annuités en 2012, après 42 annuités en 2020 - en attendant les 45 annuités pour tous que nous annonce le Medef et son "travailler toujours plus pour gagner toujours moins". C'est donc cela le progrès social du XXIème siècle que nous promettent CFDT, Rocard, Delors et toute cette droite libérale qui, un temps, s'est fait appeler "seconde gauche". Il faut vraiment être social-traître et fils de social-traître, secrétaire général de la CFDT et fils de préfet liquidateur de la sidérurgie lorraine, s'appeler Chérèque, fils de Chérèque et n'avoir jamais vécu au SMIC pour être fier d'une signature qui ne concède pas même 5000 francs par mois (à peine 800 euros), pas même 200 francs par jour, à un travailleur en récompense de 40 années de poussière et de sueur. Il est vrai que le tract cédétiste justifiant la réforme énonçait d'emblée l'absolue impossibilité de faire financer les retraites sur les bénéfices des entreprises, car ce serait dangereux pour les

entreprises. On peut au moins reconnaître à la Confédération le mérite de la franchise : la préoccupation d'un syndicat réformiste est d'abord celle des intérêts du Capital; en second lieu, et accessoirement, celle des intérêts des salariés qu'elle représente et qu'elle engage à travers ses décisions.

Mais laissons cette racaille dans son cloaque naturel, les baronnies industrielles et les aristocraties financières, et revenons à nos manifestations!

Le fusible des sociaux-traîtres ayant sauté avant même que ne s'engage le conflit social, l'horizon d'une possible victoire se dessinait assez nettement. Mais pour cela, encore eût-il fallu que les directions confédérales dans le mouvement construisent réellement sur le terrain social le rapport de forces que, sur le terrain médiatique, ses secrétaires généraux prétendaient vouloir construire. Les épisodes suivants ont tous confirmé que telle ne fut jamais leur volonté.

TINTIN
AU
POUVOIR

FAUDRA
BOSSER
DE
77
À
77 ANS.



Il ne s'agit pas de procéder ici à la chronique minutieuse et détaillée de ces semaines de lutte pour pointer chaque intrigue, chaque petite manœuvre, chaque grosse ficelle qui de la CGT, qui de FO ou de la FSU, qui du PS auront patiemment tissé le piège dans lequel, tel le corps de Gulliver ligoté par les Liliputiens, le mouvement social s'est laissé paralyser. Il faut simplement évoquer quelques uns des faits les plus marquants pour, avant d'examiner le pourquoi, décrire comment le mouvement social a été battu sur sa revendication directe : le retrait du Plan Chérèque- Fillon.

Chronique d'une victoire sabotée

Au lendemain des manifestations et grèves du 13 mai qui, dans certains secteurs, furent les plus massives qu'on

ait connu depuis plusieurs dizaines d'années, voire mai 68 (ainsi la SNCF où le taux de gréviste ce jour là fut plus important qu'en 95 et qu'en 86; mais aussi la RATP, l'Education Nationale, les impôts et bien d'autres encore, si bien que Fillon concédera, après le mouvement, la surprise du gouvernement devant la mobilisation; et d'ajouter que le syndicats eux-mêmes en furent surpris!) - de nombreuses AG votèrent spontanément la reconduction du mouvement. Aussitôt freinée voire cassée par les directions confédérales! La CGT SNCF en particulier décida dans l'urgence de différer de 3 semaines l'organisation de la grève reconductible. Au 3 juin : autant dire aux calendes grecques ou à la Sainte Trinité ! Et rappelons-le, au motif calendaire du pont de l'Ascension qui aurait été nuisible à la dynamique de la grève et plus encore peut-être aux "clients" de l'entreprise !!!

Du 13 mai au 3 juin, le mouvement fut donc rythmé par des journées d'action unitaires hebdomadaires au sein de la seule fonction publique (lundi 19 mai, mardi 27 mai) et par la manifestation nationale à Paris du 25 mai programmée dès...la première semaine du mois d'avril. Laissons là aussi aux organisations organisatrices du rassemblement la responsabilité de la minoration des chiffres d'un cortège qui rassembla au moins un million de personnes quand elles en annoncèrent 600.000 à peine. (Il n'est qu'à comparer le rapport de 1 à 2 entre les chiffres de la police -300.000- et celui des syndicats -600.000- pour relever cette duperie. Dans toutes les manifestations de ces 20 dernières années qui frisèrent le million (contre la loi Devaquet en 86, contre la loi Bayrou en 94, contre la réforme de la Sécu en 94) la police ne comptabilisa pas même 200.000 manifestants, soit un rapport de 1 à 5). Cette nouvelle preuve de la détermination du salariat à ne pas en démordre contraignit le secrétaire général de la CGT à en minimiser l'ampleur et surtout, à ne lui donner aucune perspective. Ce fut donc avec un visage d'enterrement et un ton crépusculaire qu'il commenta le soir même le succès du 25 mai.

Le 3 juin devait annoncer le lancement de la "généralisation de la grève" pour reprendre l'euphémisme thorézien de Bernard Thibault. Généralisation qui, sur le terrain, ne fut jamais organisée. Des pans entiers de secteurs encore relativement syndiqués restèrent extérieurs à toute mobilisation ce jour là. Secteurs privé comme les banques mais aussi pu-

blic comme les transports en commun qui, dans près d'une trentaine d'agglomérations, n'appelèrent pas à la grève sur les prétextes les plus fallacieux qui soient. D'autres secteurs (métallurgie) furent appelés à se joindre au mouvement mais sur des mots d'ordre dissuasifs (solidarité avec le public) et avec des modes d'action bureaucratiquement canalisés. Ainsi, l'annonce de la grève dans les transports routiers était aussitôt accompagnée par celle d'une absence de mise en place de barrages dont on saisi bien qu'ils auraient constitué autant de points de fixation de la lutte et de cristallisation de son élargissement. Enfin, dans les secteurs en pointe, l'organisation de l'affaiblissement du mouvement se fit selon les pratiques traditionnelles d'un refus de reprendre les mots d'ordre les plus combatifs et d'une division des travailleurs (sur certains sites de la SNCF alors que les AG du 13 mai rassemblaient l'ensemble des travailleurs, celles du 3 juin furent éclatées catégorie de personnels par catégorie de personnels).

Au demeurant sur quelles bases et avec quels objectifs l'intersyndicale appelait-elle à cette grève qui, sans devenir générale, devait se généraliser? Sur quelles bases? Encore aujourd'hui, deux mois après le conflit, nul ne le sait puisque l'ambiguïté sur les 37 ans et demi - y compris pour les fonctionnaires - n'a, délibérément, jamais été levée. Avec quels objectifs? D'abord demander à Fillon de revenir à la table des concertations; ensuite demander - sans rire - aux parlementaires de la majorité de ne pas voter le texte du gouvernement; enfin demander au premier ministre de participer à un débat télévisé sur ces questions. Autant de demandes délibérément décalées qui ont eu pour effet de galvauder le rapport de force en détournant les esprits et les luttes des véritables objectifs. Ou alors il faudrait admettre, par exemple, qu'il est nécessaire de perdre une journée (ou plusieurs semaines!) de salaire pour avoir le droit de regarder sur TF1 Thibault, Blondel, Chérèque et Raffarin débattre des modes de financement des caisses d'assurance vieillesse? Ce spectacle, on l'avait tous les soirs sur Canal + aux Guignols de l'info, avec PPDPA en prime!

Tout ayant été fait pour faire du 3 juin un échec. Et le 3 juin fut un échec : la mobilisation, grèves et manifestations, resta dans les eaux de celle du 13 mai, Paris ne fut pas paralysé et l'entrée des salariés du privé fut trop minoritaire pour amorcer une dynamique nouvelle. Or dans un mouvement social toute stagnation est en soi un recul. Le secrétaire général de la CGT pouvait donc à nouveau ce soir là adopter sur les écrans de télévision un ton virulent: les organisations syndicales étaient parvenues à contrôler le salariat, c'est à dire circonscrire sa mobilisation à l'intérieur du périmètre par elles déterminé.

Un seul mot d'ordre : désamorcer

La tension sociale demeurait néanmoins très vive. Les salariés en grève reconductible depuis plusieurs semaines restaient agrippés à la lutte et n'étaient prêts ni à raccrocher, ni à reculer. D'autant que s'annonçait à l'horizon une échéance que nul n'avait envisagée, celle de l'organisation d'un rituel initiatique national : les épreuves du baccalauréat. Là encore, les directions confédérales remplirent parfaitement la fonction que leur assigne l'ordre social actuel, celle de contenir le salariat lorsqu'il entre en conflit contre lui.

Dans la semaine du 3 juin, la combativité des travailleurs commença à se traduire par des attaques contre les bâtiments de l'organisation la plus exécrée et la personnalité la plus haïe aujourd'hui en France : Ernest Antoine Seillière et son Medef. Aussitôt, ces actions furent, sans la moindre forme de compréhension ni la moindre tentative d'explication, condamnées. Et les services d'ordre des organisations syndicales immédiatement renforcées ! La semaine suivante, ce fut au tour du SNES de donner au pouvoir des gages de sa capacité à contrôler effectivement les travailleurs qu'il représente dans les instances professionnelles. A seule fin de conserver sa position d'indispensable, incontournable et surtout irremplaçable interlocuteur de l'administration d'Etat, il mobilisa l'ensemble de ses cadres pour rassurer les lycéens, les parents, les chefs d'établissement, inspecteurs d'académie, recteurs et ministres, garantir le bon déroulement des examens et entraver toute initiative visant à le perturber. Il appela les profs à "l'action" le jour du bac, mais à la japonaise. Il fallait être dans "l'action", mais, en même temps, il fallait que le bac se déroule normalement !!! (en allant assurer les surveillances avec un T-Shirt, une pancarte ou, pourquoi pas, un bonnet d'âne ?...)

Des discussions autour de la décentralisation des personnels et compétences de l'Education Nationale, de ses modalités, de son calendrier, de ses pré-supposés et finalités furent hâtivement organisées, en présence de Nicolas Sarkozy dont on découvrit qu'il occupait désormais, au regard de celle de Raffarin, une position de centre droit sur l'échiquier parlementaire. (Bigre!) On fit en même temps monter au créneau d'ex-soixante-huitards recyclés en hauts fonctionnaires. Jean-Paul De Gaudemar, le directeur de la principale direction de l'administration centrale (la DESCO) du plus puissant ministère de l'Etat (l'Education Nationale) s'exécuta pour exhorter les enseignants à ne pas scier la branche sur laquelle serait assis le caractère national de l'Education en France : le

bac. Il est vrai qu'il n'y a guère plus efficace qu'un ex-mao à la tête d'une administration d'Etat pour organiser le contrôle d'un mouvement social. Ces exhortations idéologiques s'accompagnant accessoirement d'une sollicitude d'un autre genre, disciplinaire, judiciaire et naturellement policière pour celles et ceux qui auraient le mauvais goût d'y demeurer réfractaires.

Le baccalauréat se déroula dans des conditions plus parfaites encore qu'en temps ordinaire - ne serait-ce que l'étourderie de ceux qui n'avaient pas pensé en rédigeant le sujet de l'épreuve de mathématiques série S que l'examen n'était pas là pour valider l'acquisition de la géométrie dans l'espace par les élèves, mais d'abord pour contribuer à cette régulation des flux qu'exige le système.

Ces deux principaux détonateurs sociaux désamorcés, les autres allaient l'être dans la foulée (mouvements dans les universités, mouvement chez les éboueurs de Marseille, Lyon et Bordeaux, mouvement de quelques autres irréductibles comme les transports en commun marseillais). Fillon pouvait remercier Thibault d'avoir conservé une attitude responsable même au plus fort de la crise, Maxime Gremetz continuer ses piteries au Palais Bourbon et à lui seul faire entrer le débat parlementaire sur la réforme des retraites dans le Guinness des Records, les socialistes ne surtout rien dire, rien écrire et rien faire, rester



terrés dans leur Purgatoire en attendant que la mécanique des alternances les ramène au pouvoir, Marc Blondel, en Bossuet en bretelles, prononcer l'oraison funèbre du mouvement et la CGT ouvrir, à défaut de doléances, un cahier de condoléances en lançant sa pétition estivale. *Sic transit gloria juni?*

A suivre

Les deux dessins sont issus du site internet le réseau des bahuts (www.reseaudesbahuts.lautre.net) qui propose entre autres de nombreuses affiches du mouvement social de mai-juin 2003. Ce réseau constitue l'une des coordinations d'enseignants d'Ile de France les plus actives.

Le MSAP (Mouvement Social et Alternative Politique) est un collectif militant du Sud Ardèche pour une alternative anticapitaliste (Contact : Frédéric Pinta 07230 FAUGERES et Daniel Romet 07170 LUSSAS ; courriel : msap@wanadoo.fr Site : msap07.org) qui édite un bulletin du même nom (abonnement : 10 euros pour 4 numéros, chèque à l'ordre de DRO). Deux de ses membres ont participé aux journées de réflexion organisées par ACC à Thann les 5 et 6 juillet derniers. Il vient de nous faire parvenir le texte d'une "prise de parole" effectuée le 14 juillet lors d'un rassemblement à Aubenas, témoignant que dans cette région la mobilisation de mai-juin n'est pas retombée durant l'été puisqu'on y tient une assemblée générale par semaine !

Prise de parole

(du 14 juillet 2003)

Nous vous remercions de votre présence en ce jour consacré à tort à des réjouissances militaires ou patriotiques, en contradiction même avec ce que fut le 14 juillet, qu'il s'agisse de la prise de la Bastille ou de la fête de la Fédération.

Ce rassemblement se tient à l'appel de l'Assemblée Générale des travailleurs en lutte de la région d'Aubenas, avec le soutien de la FSU, de SUD et de la CNT. Cette AG est née avec la fin de la grève de mai juin dernier, l'Assemblée Générale des grévistes entendant ainsi par cette transformation, continuer son combat sous d'autres formes, en regroupant travailleurs de tous les secteurs, publics ou privés, actifs ou en chômage, retraités, jeunes.... Notre vœux regroupent les énergies pour ne pas rester passifs :

Face à nous nous avons un rouleau compresseur qui a décidé froidement et cyniquement de continuer, d'approfondir qualitativement et quantitativement les attaques contre le monde du travail.

Ces attaques se font tout azimuts : retraites, décentralisation, enseignement, insertion, justice, jeunesse, lois sécuritaires, contrôle du travail, culture Pas de secteurs qui n'échappent à la Réforme, c'est à dire à la contre-Réforme.

En cela, le gouvernement Raffarin, comme l'avait fait avant lui le gouvernement de la défunte Gauche Plurielle, applique servilement les recommandations qui favoriseront l'application de l'AGCS, décidé par l'OMC.

Pour cela il leur faut attaquer de front, détruire les systèmes qui malgré leurs faiblesses incluaient une solidarité de fait entre travailleurs, entre générations, entre collectivités et individus, et ces systèmes n'étaient pas tombés du ciel, ils avaient été arrachés par les luttes sociales où nos parents se sont illustrés.

Cette offensive est coordonnée à l'échelle de l'union européenne. Les bourgeoisies espèrent régler pour solde de tout compte leur cauchemar des grands combats qui ont marqué l'histoire so-

ciale en arrachant des droits élémentaires : droit au savoir, au travail, à la formation continue, à la santé, à la retraite.

Désormais, si nous ne réagissons pas très vigoureusement, nous serons les premières générations à transmettre moins de droits que ce que nous ont laissé nos parents.

Et cela, nous ne pouvons l'accepter, NOUS NE L'ACCEPTONS PAS ! Voilà donc un système social, le capitalisme, produisant spectaculairement toujours plus de richesses et générant la régression sociale ! Nous l'avons dit crié dans nos manifs :

ON NE VEUT PLUS DE CETTE SOCIÉTÉ LA !

Ce rouleau-compresseur que nous avons en face n'agit pas au hasard, il choisit son terrain, ses angles d'attaque, son moment... et faisons de même :

Face à sa détermination, affichons la nôtre !! regroupons nous localement, travaillons ensemble, tous ensemble pour affirmer que le mouvement de mai juin n'est pas achevé, ces soit disant vacances soient un moment pour se rassembler, pour continuer ce que nous avons commencé. Nous étions à Largentière le jour de l'arrestation de Bové, à Privas devant la prison il y a 15

jours..... Nous aurons d'autres rendez-vous, l'actualité nous les donnera, nous serons au Larzac les 8, 9 et 10 août comme en ce moment nous sommes aux cotés des intermittents du spectacle car ce qui nous est apparu, ce qui a été confirmé c'est que tous ces mouvements sont liés et c'est pour cela que nous devons travailler tous ensemble.....

Il a été dit dans les AG que ce mouvement était politique dans le sens noble du terme..... c'est une évidence ! C'est une évidence aussi que la question du débouché politique ou plutôt l'absence de débouché se pose cruellement à tous et toutes.....Et alors, devons nous attendre sagement qu'il arrive de je ne sais de quel état major, et ce dans combien de temps ??? et si l'alternative c'était nous aussi ! il s'agit de prendre nos destinées en main, d'avancer dans l'action en travaillant et en élaborant notre défense mais aussi en passant à l'offensive, sans autre intérêt que le bien public..... **C'est le vaste projet que nous proposons à l'Assemblée Générale des travailleurs en lutte réunie tous les jeudis à 19h, à l'espace Combegayre.....** Si vous pensez que cela vaut la peine, rejoignez nous, nous avons effectivement beaucoup de travail.....les Bastilles ne manquent pas, mais les bonnes volontés pour les abattre non plus !

Toutes et tous au Larzac contre l'OMC, les 8, 9, et 10 août 2003

La liste des dégâts causés par l'OMC ne cesse de s'allonger (la prochaine réunion de l'OMC se tiendra au Mexique du 10 au 14 septembre 2003). Ne les laissons pas faire !

Retrouvons-nous au Larzac pour stopper l'OMC. Ces trois journées où se mêleront fêtes, musiques et réflexion, permettront d'inventer des actions concrètes de lutte. Nos réponses doivent être à la hauteur des enjeux.

Le choix du Larzac n'est pas neutre. Il symbolise la mobilisation du mouvement social il y a trente ans en soutien aux paysans en lutte contre l'extension d'un camp militaire. Toutes les énergies sont nécessaires pour mener notre combat !

Toutes les informations sont disponibles sur <http://www.larzac2003.org>

Rencontres et lectures à contre courant

Du trotskisme au communisme libertaire

Militant au groupe trotskiste Voix ouvrière dès 1963, puis à Lutte ouvrière jusqu'en 1979, Jean-Pierre Hirou est décédé le 3 novembre 2001 à l'âge de 53 ans. Il s'était ensuite rapproché des communistes libertaires sans pour autant rejoindre un groupe organisé.

Au cours de toutes ces années il écrivit de nombreux articles, parus dans *Lutte ouvrière* d'abord, puis dans la presse communiste libertaire ensuite. Il participa également à *Radio Libertaire* et s'engagea dans de nombreux débats portant sur l'Histoire du mouvement ouvrier qu'il connaissait si bien, ainsi que sur les perspectives du mouvement révolutionnaire à l'aube du XXI^e siècle.

Ce sont tous ces textes que les éditions Acratie se proposent d'éditer courant 2003. A les lire on parcourt trente années d'actualité à travers une évolution militante étrangère à l'esprit de secte. Jean-Pierre Hirou était l'auteur de *Parti socialiste ou CGT ? 1905-1914 - De la concurrence révolutionnaire à l'union sacrée*, paru en 1995 aux éditions Acratie.

Ce livre d'environ 300 pages sera vendu 25 euros en prix public. Vous pouvez aider à le faire paraître rapidement en souscrivant pour 20 euros (port compris). (Chèque à l'ordre d'Acratie-diffusion. Acratie, L'Essart, 86310, La Bussière.). Vous recevrez cet ouvrage dès parution.

Du charbon pour les braises

Il s'agit d'une nouvelle collection de débats publiée aux Editions du Monde Libertaire - Alternative Libertaire (145, rue Amelot, 75011 PARIS) et s'inscrit pleinement dans le "projet d'une société d'égalité, de fraternité, de liberté," chère aux libertaires.

Elle se donne pour objet de poser des questions, encore des questions, d'apporter des réponses, encore des réponses, d'exprimer des volontés "pour allumer des incendies de liberté aux quatre coins de l'aliénation".

La première brochure a été consacrée au travail salarié. La seconde porte sur le Retraites, thème on ne peut plus actuel. Des points de vue divers "parfois contradictoires, voire antinomiques ou antagonistes" s'y confrontent. De quoi alimenter, enrichir le débat. Car il n'y a ni unanimité, ni uniformisme chez les libertaires: "si tous les libertaires sont opposés à la privatisation boursière et aux retraites par capitalisation, sont-ils/elles pour autant prêt-e-s à se bagarrer pour la défense en l'état, du régime par répartition ?" Voilà un point qui doit effectivement faire débat et peut-être pas seulement chez les anars.

Reflexions croisées sur les retraites : 5 euros. Aux Editions du Monde Libertaire - Editions alternative Libertaire (adresse ci-dessus).

Chemins de Banlieue

Dernier ouvrage des éditions Licorne (35 rue Alphonse Paillat, 80000 AMIENS Courriel : editionslicorne@wanadoo.fr , **Chemins de Banlieue** ne déroge pas à la ligne que la collection *Villes Plurielles* s'est donnée depuis quelques années déjà en abordant le terrain de l'immigration et celui des milieux populaires, souvent d'ailleurs imbriqués au point de ne faire qu'un. Le livre de Bertrand Dubreuil aborde de manière sociologique - il est lui-même chercheur en sociologie et formateur - la problématique de l'engagement professionnel des jeunes issus de l'immigration.

Ces banlieues, tant décriées par le consensus libéral et dont l'image négative est amplifiée par le travail de sape des grands médias au discours sécuritaire, ne sont pas, si l'on suit bien le travail de terrain de l'auteur, ce qu'on veut bien nous faire croire qu'elles sont.

Le chercheur s'interroge sur certains points qu'il cherche à éclaircir pour mieux nous restituer la réalité de ces "chemins de banlieue". Ainsi: qu'est-ce qui poussent de jeunes adultes issus de l'immigration maghrébine à se sentir chargés de contribuer à l'éducation de leurs "petits frères" ? Pourquoi portent-ils des jugements sévères sur les conduites des plus jeunes ? Quelle indépendance les jeunes femmes affirment-elles en s'investissant dans l'action sociale au sein des quartiers ? Quel est le sens de l'engagement des uns et des autres dans leur construction identitaire ?

Hors des représentations habituelles ces jeunes adultes témoignent autant d'un attachement à la transmission des valeurs familiales que d'une adhésion aux principes d'égalité, de liberté et de laïcité. A l'encontre des images fort négatives de banlieues déstructurées, c'est une volonté d'avenir qu'ils tentent de nous communiquer.

Chemins de Banlieue 17 euros, diffusion par l'Harmattan 5-7 rue de l'Ecole Polytechnique 75005 PARIS.

Tous pouvoirs confondus

C'est le titre d'un ouvrage de **Geoffrey Geuens**, sous titré "**Etat, capital et médias à l'ère de la mondialisation**"

A découvrir: les membres des plus grands cercles de l'élite et des principaux lobbies agissant en coulisses pour conforter la configuration actuelle de la mondialisation : la Commission Trilatérale, le Council on Foreign Relations, le Groupe de Bilderberg, Aspen France... Vous n'y êtes jamais convié ? Evidemment! Top secret et réservé aux industriels, financiers, ministres, commissaires européens, journalistes célèbres, magistrats et militaires bardés d'étoiles...

Quelles sont les 100 plus grandes compagnies dans le monde ? En dévoilant les noms et le parcours politique de ceux qui siègent dans leurs conseils d'administration, l'auteur veut décapiter la thèse selon laquelle les gouvernements seraient victimes des multinationales...

La presse, les médias, un 4ème pouvoir ? En procédant à une analyse méticuleuse des actionnaires des grands groupes médiatiques, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, ce livre dévoile à quel point l'information est sous contrôle.

En décortiquant l'entrelacement des directoires politiques, économiques et militaires, l'auteur nous présente également le nouveau complexe militaro-industriel ou, comment la crise et la militarisation de l'économie sont à l'origine des nouvelles « croisades guerrières ».

Révéler tous ces réseaux, c'est dessiner le véritable organigramme de la « mondialisation » des grandes puissances. Indispensable pour entrer consciemment en résistance.

Geoffrey Geuens est assistant à la section Information et Communication à l'Université de Liège. Il a déjà publié *L'information sous contrôle. Médias et pouvoir économique en Belgique*, aux éditions Labor, 2002.

"**Tous pouvoirs confondus**" est paru en Belgique aux éditions **EPO** 472 p. 29,00 euros. Pour tous renseignements complémentaires, interviews, conférences...: Oliver Rittweger : 0473/316-822 (Belgique) ou editions@epo.be

A propos de Bové



SEB orrhée

16 pages !

Le "mouvement" nous a-t-il requinqués ? Toujours est-il que pour en parler plus longuement, et pour la première fois, on vous a fabriqué un numéro de 16 pages. On ne vous promet pas de recommencer souvent, car c'est, pour le moment, à la limite de nos capacités. Rien que l'assemblage manuel, feuille à feuille, de près de 80 kg de papier... c'est dur !

Et est-ce que tout cela vaut le coup ? On se le demande parfois. Certains nous disent que oui et nous encourageant par un mot ou un abonnement; ceux qui pensent que non, ne nous le disent pas, en général.

Autre question : si des groupes ou des bulletins comme le nôtre – qui ont toujours prôné l'indépendance du mouvement social par rapport aux appareils – avaient eu plus d'influence, jusqu'où serait allé le "mouvement" ?...

Tiens, voilà un thème de discussion à poursuivre au Larzac les 8, 9 et 10 août, où nous serons présents, en compagnie de groupes amis !

COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / J. FORTCHANTRE / B. SCHAEFFER
SEB / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
 de SOUTIEN Euros
 Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP N°70783

Dispensé de timbrage

Mulhouse-

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex

P

PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 29/07/2003

Sommaire

- Page 1 Edito : Convergence anticapitaliste
Page 2. Pierre Wendling, un militant ouvrier exemplaire
Page 3 et 4 Brésil : luttes pour les retraites
Page 5 Marche Cattenom - Bure
Page 5 à 7 Nucléaire : Alliance Capital-Etat
Page 8 et 9 Constitution européenne
Page 9 Revenu Minimum d'Activité
Page 10 et 11 Encore une bataille perdue !
Page 12 et 13 Tenace atmosphère de jacquerie (suite)
Page 14 Prise de parole
Page 15 Rencontres et Lectures
Page 16 Seborrhée
Page 16 16 pages !

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : <http://www.acontrecourant.org>
Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE